

LE POING

Le journal qui ne prend pas de gants

Apériodique anarchiste d'Amiens et d'ailleurs

N°25 - Spécial 1^{er} mai 2024 - Prix libre

ÉDITO

10 ans déjà ! Propulsé en février 2014, *Le Poing*, le journal qui ne prend pas de gants, a gardé toutes ses dents. *Le Poing* c'est un apériodique, qui a été libertaire, puis anarchiste, qui pour ce 1^{er} mai sera anarcho-syndicaliste, et qui reste d'Amiens et d'ailleurs. Ces changements cosmétiques mineurs reflètent l'évolution des militants qui en composent la rédaction.

Si certains, de par leurs situations professionnelles, ne peuvent adhérer à une organisation syndicale, la plupart d'entre eux sont syndiqués de longue date, voire exercent des responsabilités syndicales, principalement à la CGT ou à la CNT, ainsi qu'à FO, à la FSU et plus récemment à l'IWW.

Bien qu'engagés contre le sexisme et le racisme, c'est la lutte des classes qui constitue le pivot de leurs réflexions et de leurs actions. Aussi, depuis que trois camarades d'une ancienne équipe de l'UL CGT d'Amiens ont été à l'initiative du village associatif du 1^{er} mai, au début des années 2010, *Le Poing* a été de toutes les fêtes, y installant dans les premiers temps, en autogestionnaire décomplexé, une table de presse bringué-balante. Puis très vite, reconnu comme composante incontournable du prolétariat amiénois, ce journal sans gants a bénéficié du prêt d'une table et, luxe suprême, d'un barnum + table et chaises. Il ne s'agissait pas là d'une faveur puisque ses rédacteurs-ouvriers ont régulièrement participé à l'installation du village associatif, à la tenue de la buvette et au service d'ordre, trois domaines dans lesquels ils excellent.

Cette année, afin de nouer des liens fraternels avec le nouveau bureau de l'UL CGT d'Amiens, *Le Poing* a fait une demande en bonne et due forme pour pouvoir une nouvelle fois bénéficier du prêt du combo magique. Las ! La réponse n'a pas tardé : pour des raisons politiques et bureaucratiques, le journal peut s'asseoir sur ce service. Doit-on y voir le résultat de la mainmise du POI (avatar de l'OCI et garde prétorienne de La France Insoumise) dans les instances dites « de direction » de certains syndicats ?

Les anarcho-syndicalistes du *Poing* n'ont rien à faire des luttes intestines qui ont plombé et plombent encore l'UL CGT d'Amiens depuis de longues années au détriment des luttes. Pour eux, tous les partis politiques sont les fossoyeurs du mouvement social et, partant de ce constat, en tant que travailleurs autonomes, ils participent encore cette année à ce village associatif comme bon leur semble.

La Rédaction de LPLJQNPPDG

LA JEUNESSE AU PAS... DE L'OIE

Le titre de la circulaire de rentrée 2023 du ministère de l'Éducation nationale était le suivant : « Une école qui instruit, qui émancipe et qui protège ». Ainsi, l'émancipation y était clairement désignée comme un objectif essentiel de la politique éducative du gouvernement. Or, force est de constater que les mesures et réformes qui se succèdent à un rythme effréné ces dix dernières années ont davantage pour objectif d'habituer les élèves à une militarisation croissante de la société, voire d'en faire les instruments, plutôt que de les émanciper, et ce tout au long de leur scolarité. Pour appuyer le propos, faisons le tour des dispositifs mis en place depuis quelques années au sein de l'École pour promouvoir l'armée, la guerre, et former de futurs patriotes davantage que des citoyens éclairés.

Dès le CM1, l'écolier peut se voir confier un « Passeport du civisme ». Le principe en est simple : pour être décoré de la médaille du civisme, l'enfant doit accomplir une trentaine de « missions », sous l'autorité de son professeur ou celle de ses parents. Parmi celles-ci, certaines imposent de participer à un événement commémoratif, ou encore de participer au dépôt de gerbes et de chanter *La Marseillaise*. Étrangement, il ne s'agit pas de chanter *Le Déserteur* de Boris Vian (rappelons qu'en 1999, une institutrice avait été menacée d'être suspendue à vie pour avoir fait chanter ce titre à ses élèves lors d'une commémoration du 8 mai à Montluçon) ou *La Chanson de Craonne*, et ainsi de remettre en cause les guerres et leurs conséquences, mais bien d'exalter le sentiment patriotique des enfants, qui retiendront que mourir pour son pays est une gloire. La mairie de Senlis (*Renaissance*) s'est félicitée, en 2021, de la labellisation de son « Passeport du civisme » par la Ministre Sarah El Hairy. Finalement, ce premier pas vers l'endoctrinement ne semble gêner personne.

Évidemment, la mascarade ne s'arrête pas une fois les évaluations natio-

nales de CM2 passées. Avec un peu de (mal)chance, l'écolier devenu collégien participera aux interventions de l'association Raid Aventure Organisation, présidée par un ancien instructeur du RAID, Bruno Pomart, notamment connu pour ses prises de positions plus que problématiques dans les médias mainstream, que ce soit au sujet du délit de fuite, de la répression à Sainte-Soline ou de l'armement des polices municipales. Sous couvert d'organiser des « journées sportives et citoyennes au cœur des quartiers » – quels quartiers ? – visant à réconcilier les jeunes avec les forces armées, les collégiens, accompagnés de leurs professeurs, pourront ainsi, grâce à Raid Aventure Organisation, découvrir l'armement des CRS – et apprendre quel est le moment propice pour tirer une LBD sur des manifestants –, courir des parcours du combattant avec casques et gilets pare-balles, et manier la matraque télescopique pour s'amuser. Difficile de masquer à quel point la visée déguisée est de banaliser la violence et d'habituer les jeunes à l'omniprésence des forces de l'ordre. À Méru, dans l'Oise, ou à Saint-Denis, des parents d'élèves et des enseignants ont pris position après ces « sorties scolaires » militarisées. Une mère d'élève de Saint-Denis affirme dans un article de *L'Humanité* : « La police n'a pas à avoir un rôle éducatif ». Nous ajouterons que l'école n'a pas à avoir un rôle de promotion de la police.

Ce qui ne paraît pas évident pour tout le monde. En témoignent la mise en place et la multiplication, depuis 2015, des « classes défense sécurité globale » (CDSG) dans les lycées, devenues une priorité ministérielle depuis 2023. Ces classes labellisées doivent concourir au rapprochement du monde éducatif et de celui des personnels « des corps en uniforme ». Concrètement, la classe défense sécurité globale est marrainée par une unité militaire, une unité de la gendarmerie ou un acteur de la sécurité avec qui elle est en contact régulier. Les élèves concernés devront se plier,



Situé dans la commune de Gentioux-Pigrolles dans la Creuse, le monument aux morts de Gentioux, d'inspiration pacifiste, représente un enfant le poing tendu vers l'inscription « Maudite soit la guerre »

entre autres « actions pédagogiques » en lien avec l'armée ou les forces de l'ordre, à la visite de l'unité, ainsi qu'au traditionnel devoir de mémoire : entendez par là qu'ils devront se lever aux aurores le 11 novembre, le 18 juin ou le 8 mai pour écouter le chant du clairon. Peut-être cela leur rappellera-t-il leurs années d'école primaire. Bien entendu, l'affectation dans une telle classe ne relève ni du choix des parents, ni de celui de l'élève concerné. Si, par exemple, le lycée Condorcet de Méru se défend de mettre en place un « pré-recrutement » au travers de sa « classe défense sécurité globale » (parrainée par le 94^e régiment d'infanterie de Sissone, dans l'Aisne), le gouvernement ne l'entend pas de cette oreille. Dans le même article faisant la promotion des « classes défense sécurité globale » sur Éduscol sont vantés les mérites du dispositif « Cadets de la défense », dispositif « pédagogique » « visant à accueillir des collégiens ou des lycéens au sein d'unités militaires dans le cadre d'un partenariat avec les établissements scolaires environnants ». Question pré-recrutement, on se pose là.

Olivier Cuzon, militant Sud Éducation dans le Finistère, avait bien raison de conclure son article intitulé « Classe

PROCHAINEMENT

Le Poing, le journal qui ne prend pas de gants, invite Patrick Albert, un des pionniers de l'IA, pour une conférence intitulée « *L'Intelligence Artificielle et son monde : état des lieux et objectifs* » vendredi 24 mai, à 19 h 15, à l'espace Dewailly à Amiens. La conférence sera suivie d'un débat.

En 2023, le phénomène « ChatGPT » a banalisé le recours, par le grand public, aux IA « génératives ». Ces nouvelles générations d'IA s'ajoutent aux IA déployées depuis les années 2000 pour automatiser les « décisions de routine ». Des cols bleus aux cols blancs, peu de métiers

sont à l'abri de cette nouvelle étape de l'industrialisation dorénavant dominée par des IA et des robots. Cette évolution a aussi des conséquences sur nos vies sociales, privées et intimes. Ainsi, ce sont tous les pans de notre quotidien individuel et collectif qui sont déjà boulever-

sés. Les dernières avancées techniques ont positionné l'IA au cœur d'une furieuse compétition mondiale militaire, industrielle et économique.

Cette soirée sera l'occasion d'appréhender les enjeux actuels de l'IA et de questionner la place de la technique au sein du projet anarchiste.

défense, défense de classe ! » paru sur le site de Sud Éducation 29 dénonçant les « Classes défense sécurité globale » par ce paragraphe : « *Ce questionnement [au sujet des CDSG] est important quand on connaît la culture droitière, misogyne et homophobe sous de trop nombreux képis. Les enquêtes de Médiapart révélant l'existence de groupuscules nazis dans certaines casernes, les groupes de discussions racistes des policiers et gendarmes, ou la participation récente de militaires en civil à la répression des dernières émeutes de banlieues ne plaident pas en faveur du républicanisme des militaires* ». Le fait que Darmanin porte plainte contre lui à cause de ces propos pour « diffamation et injure publiques à l'encontre de la police et de la gendarmerie » prouve bien que l'entreprise de bâillonnement des quelques enseignants syndicalistes encore capables de discerner l'éducation de la propagande pro-militariste n'est pas près de prendre fin, et que la lutte contre les dérives fascistes du gouvernement est plus que jamais d'actualité.

Car pour le ministère et le gouvernement, le mot d'ordre est bien de mettre au pas la jeunesse grâce au système

éducatif. Ainsi, l'expérimentation de l'uniforme qui n'aura échappée à personne prévue à la rentrée 2024 dans une centaine d'établissements scolaires exhale des relents conservateurs et autoritaires. Ce projet, contrairement à ce que voudraient nous faire croire certains médias proches du macronisme, n'émane ni de la société civile, ni des équipes éducatives : dans certains établissements, comme le lycée Truffaut de Beauvais, parents comme personnels éducatifs se sont mobilisés contre la mise en place de cette expérimentation dans les classes, avec l'appui des personnels de lycées alentours. Cependant, le projet sera bien mené à terme au lycée professionnel de Crépy-en-Valois : espérons que les acteurs de l'établissement réalisent la gravité d'une telle mesure pour l'émancipation de leurs élèves.

Impossible de clore cette liste non-exhaustive des manifestations de l'immixtion de l'idéologie militariste dans l'école sans évoquer le service national universel (SNU), brillante idée du gouvernement Macron pour permettre le « réarmement civique » qu'il appelle de ses vœux. Sans refaire l'histoire de ce simulacre de service

militaire payé par le contribuable (140 millions d'euros !) à l'heure où les services publics manquent de tout, il est tout de même essentiel de souligner la manière vicieuse dont le gouvernement cherche à l'imposer. En effet, si jusque-là, les jeunes participaient de manière volontaire au SNU, cela risque de ne plus être le cas pour très longtemps. La parade trouvée est maline : en imposant deux semaines de stage en entreprise obligatoires pour tous les élèves de seconde durant la deuxième quinzaine du mois de juin, il était évident que certains se retrouveraient sur le carreau pour de multiples raisons (dont celle du manque de relations). Voilà, le vivier faussement volontaire du SNU est abondé ! Il suffira d'y envoyer tous ceux dépourvus de stage, qui pourront se lever à 6 h 30 pendant deux semaines pour chanter *La Marseillaise* et s'ébaubir devant le lever de drapeau quotidien. Le monde de l'entreprise ou celui de l'armée : dans la nouvelle société macroniste, l'oisiveté – et toutes les possibilités d'épanouissement personnel qu'elle recèle – n'est pas tolérée, et les jeunes citoyens en construction en sont prévenus.

Léo

RETOUR SUR LA SOIRÉE CONFÉRENCE-DÉBAT « LUTTES ET MOUVEMENTS SOCIAUX EN UKRAINE ET RUSSIE »

Vendredi 19 avril, invitée par Le Poing, Perrine Poupin, sociologue*, a donné à Amiens une conférence intitulée « Luites et mouvements sociaux en Ukraine et Russie : histoires intriquées et divergences ». Perrine Poupin connaît particulièrement bien la situation de ces deux pays, puisqu'elle y a habité et les a longuement sillonnés à la rencontre de différents groupes sociaux et populations. Lors de cette soirée, elle a présenté leur histoire, de la fin des années 1910 jusqu'à l'émergence des mouvements sociaux qui, avec leurs spécificités propres, ont marqué les années qui ont suivi l'effondrement du bloc soviétique. Une conférence passionnante et dense, mélangeant avec justesse analyse historique et politique et expérience de vie concrète, dont voici quelques éléments.

Dans les deux anciens pays « frères », la diffusion des idées libérales – au sens général du terme – après 1991 ne s'est pas faite de manière symétrique. En Ukraine, l'expérience d'Euromaïdan (novembre 2013 à février 2014), durant laquelle les Ukrainiens avaient occupé trois mois la place de l'Indépendance à Kiev, contre le dictateur Ianoukovitch, allié de Vladimir Poutine, est restée sans équivalent en Russie. Elle a aussi créé des brèches dans le système étatique autoritaire et corrompu ukrainien, brèches à la fois fruits et vectrices d'une prise de conscience sociale accrue de la population. De l'autre côté de la frontière, la répression étatique à l'encontre des mouvements d'émancipation qu'ils soient sociétaux (luites LGBT, par exemple), politiques ou nationaux était déjà extrêmement violente et a pu s'appuyer sur des composantes politiques locales d'extrême droite. Rappelons aussi que la Fédération de Russie est un regroupement de populations hétérogènes sous la coupe d'une minorité russophone, blanche et orthodoxe. Ainsi, dans le cadre du conflit actuel, la majorité des soldats, chair à canon, envoyés sur le front ukrainien est issue des populations les plus pauvres et les plus méprisées par cette minorité russophone.

Last but not least, il faut le marteler, il y a bien un État agresseur et un État agressé dans ce cataclysme barbare dont les origines ne se limitent pas à des enjeux capitalistes. Les compagnons anarcho-syndicalistes ukrainiens ne s'y sont pas trompés en intégrant l'armée ukrainienne ou la défense terri-



Euromaïdan, Kiev, avril 2014

toriale. Ce n'est pas par amour de la guerre qu'ils se sont engagés.

Notons que cette soumission momentanée à l'autorité militaire ne les empêche pas de penser à une Ukraine émancipée et anarchiste : si les bataillons politiques sont interdits, les comités de soldats qu'ils organisent leur permettent de poursuivre le travail de propagande autogestionnaire qu'ils avaient commencé lors des événements d'Euromaïdan.

Enfin, lors du débat qui a suivi la conférence, un camarade a rappelé le parallèle que les compagnons ukrainiens établissent entre la situation actuelle de l'Ukraine et la guerre civile espagnole (1936-1939). Une page d'histoire qui a marqué le mouvement ouvrier international, seule révolution sociale réussie du siècle dernier, bref été de l'anarchie fauché avant 1939 par le fascisme parce que de nombreux gouvernements européens soutenus par les partis de gauche ont refusé d'aider militairement les républicains espagnols.

Bernoine

*Perrine Poupin est chargée de recherche au CNRS, au laboratoire AAU-CRESSON (Ambiances, architectures, urbanités - Centre de recherche sur l'espace sonore et l'environnement urbain) à l'École d'architecture de Grenoble.

ÉTUDIER OU MANGER : FAUT-IL CHOISIR ?

A lors que l'inflation frappait et frappe encore de plein fouet la population, et de surcroît les plus précaires dont les étudiant-es font partie, à la fac d'arts d'Amiens, on nous a annoncé la tenue d'un cours obligatoire, payant, qui se tiendrait lors du FIFAM (Festival international du film d'Amiens).

Cette association entre le festival et la faculté était la bienvenue, pour le plaisir d'enrichir notre culture cinématographique grâce à une vue sur ce qui se produit à l'international. Mais encore fallait-il pouvoir y accéder et pour cela trouver l'argent pour payer sa place, qui coûtait 40 euros. Cet événement était obligatoire et a donné lieu à une note pour le semestre des étudiant-es.

C'est dans une grande complaisance que la fac et le FIFAM nous ont offert une remise de 20 euros sur le ticket d'entrée.

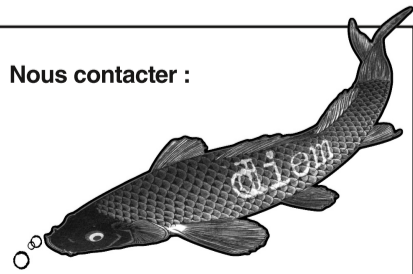
Face à l'augmentation des loyers des résidences CROUS, à la fin des repas à un euro pour toutes et tous sauf pour les étudiant-es boursier-ères, tous se retrouvent à compter ce qui leur reste au fond de leur porte-monnaie. Et c'est avec raison que les étudiant-es préfèrent manger et se remplir l'estomac plutôt que de se rendre dans les salles obscures, délaissant ainsi leur plaisir cinématographique.

Quelques interrogations subsistent : la faculté avait-elle le droit de noter les étudiant-es en leur faisant déboursier de l'argent ? La CVEC (Contribution à la vie étudiante et du campus) payée au début d'année ne devait-elle pas couvrir ces charges ? La plupart des étudiant-es inscrit-es en majeure « arts du spectacle » se sont retrouvés devant un choix cornélien : celui de manger ou non, qui rappelons-le est un choix qu'ils doivent faire tous les jours pour la grande majorité, pour pouvoir payer leur place de cinéma afin de poursuivre leurs études, en ayant l'estomac qui gargouille.

Les étudiants ne devraient pas avoir à faire ce genre de choix, et l'université ne devrait pas se cantonner à faire une simple baisse de prix sur les tickets, laissant ainsi un système de discrimination s'instaurer.

Anoir

Nous contacter :



lepoing.presselibertaire@riseup.net

En 1906, au Congrès confédéral d'Amiens, est voté un « compromis » entre révolutionnaires et réformistes destiné à éviter une scission. Contrairement à l'idée reçue, la Charte d'Amiens marque un coup d'arrêt du syndicalisme révolutionnaire ; elle est en outre une défaite des anarchistes car les thèmes principaux de ce courant disparaissent de la résolution votée :

antiparlementarisme, opposition à l'État, antimilitarisme. La Charte est adoptée à une écrasante majorité, montrant que les nombreux délégués anarchistes l'ont votée, préférant le compromis à la scission. [...]

La fin de l'hégémonie du courant syndicaliste révolutionnaire peut être datée précisément à 1910, après l'échec de plusieurs grèves et lorsque Victor Griffuelhes

est contraint de démissionner de son mandat de secrétaire à la suite de manigances du courant réformiste avec la complicité de l'État. C'est à cette date que finit la période de l'action directe et que commence celle de la négociation et des compromis avec l'État.

Eugène Varlope, extrait du Poing n° 8